Appel à candidatures pour un post-doc spécialisé sur la Russie
dans le cadre de l'ANR CALOT « Les conséquences de la loyauté forcée »

Dans le cadre du projet de recherche CALOT, « Les conséquences de la loyauté forcée », financé par l'ANR (ANR-19-CE41-0012), le Centre Max Weber, porteur du projet, lance un appel à candidatures pour un poste de chercheur.se postdoctorant.e spécialisé.e sur la Russie contemporaine. Il s'agira d'un contrat de deux ans à mi-temps dans le cadre du projet collectif présenté ci-dessous brièvement.

Résumé du projet CALOT

Catégorie inspirée du triptyque d'Albert Hirschman (défection, prise de parole, loyauté), la loyauté forcée est celle à laquelle doivent se résigner ceux qui subissent un basculement vers l'autoritarisme sans pouvoir le contester ni s'y soustraire par l'exil. Elle désigne plus précisément un état de sujétion à un pouvoir coercitif dont il s'agit de saisir au niveau individuel la dynamique transformatrice. L'enjeu principal de la recherche est ainsi d'évaluer comment un changement drastique du contexte politique affecte l'existence intime et sociale de celles et ceux qui le subissent. L'instauration de l'autoritarisme n'est en effet jamais exempte de contrecoups sociaux, économiques, culturels mais aussi privés, ressentis individuellement en imposant reconfigurations des sphères de vie, réaménagements de l'identité personnelle et appréciations inquiètes du futur. Le projet relève à bien des égards d'une *sociologie de la peur*, à la fois attentive aux ressorts et aux effets de la crainte, aux enjeux et indices autour desquels celle-ci se cristallise, ainsi qu'à ses degrés d'intensité, manifestations sensibles et contrecoups durables. Quatre cas d'étude seront investis chacun par des spécialistes reconnus des aires ou des périodes considérées : la France de Vichy (1940-1944), l'Argentine soumise à la dictature militaire du « processus de réorganisation nationale » (1976-1983) ainsi que la Russie et la Turquie contemporaines, marquées par les raidissements autoritaires des gouvernements de Vladimir Poutine et de Recep Tayyip Erdoğan.

Quoique hétérogènes – dans leur situation géographique, historique ou « culturelle », leur orientation idéologique, les voies de la transition ou encore les secteurs sociaux impliqués – de tels basculements politiques ont en commun d'imposer à celles et ceux qui en sont affectés de réviser leurs anticipations et d'adopter de nouveaux comportements ou attitudes. Il s'agit dès lors d'appréhender le *travail sur soi* auquel ils se trouvent contraints lorsque s'impose le constat que tout retour à la situation antérieure est inenvisageable à court ou moyen terme. La conduite d'une existence supportable, la conquête de marges d'autonomie

soustraites à l'emprise étatique, le contrôle de l'information sur soi livrée à autrui, l'évitement de la répression voire la survie… mais aussi la nécessité de rester fidèle à soi-même pour pouvoir maintenir un « moi acceptable » et mettre en œuvre des formes minimales de résistance, imposent l'adoption de nouveaux schèmes de perception et d'action et la « désactivation » des anciennes inclinations, habitudes, façons de penser, d'agir ou d'être, désormais non seulement inadaptées mais potentielles sources de péril.

De telles réorientations des manières d'agir s'imposent avec acuité aux agents sociaux qui évoluent dans des sphères d'activité visées par le nouveau régime ou le durcissement du régime et dont le fonctionnement en est affecté. Les champs intellectuel, artistique et syndical, dont l'étude sera privilégiée dans chacun des cas d'étude retenus, constituent de tels univers dont les membres sont soumis à la nécessité de réviser leurs conduites et d'intégrer de nouveaux schèmes d'action et de perception. Imposition de nouvelles normes esthétiques, censure des voix dissidentes, proscription de l'expression publique d'intérêts sociaux menacés… comptent parmi les premiers effets de l'autoritarisme et rendent particulièrement saillantes les transformations sociales qui en résultent. L'étude comparative de ces trois univers doit permettre d'identifier comment tant leur structuration préalable que les spécificités de leur recrutement social offrent plus ou moins de marge de manœuvre et de résistance à leurs membres. Ce faisant, la recherche entend apporter une contribution originale à la réflexion sur l'autoritarisme en saisissant celui-ci en pratique, sous l'angle des menaces actuelles ou anticipées qu'un régime coercitif fait peser sur les populations hostiles à son programme et rétives à son pouvoir.

Contrat :

Responsables du projet : Maya Collombon (CEMCA, Triangle), Lilian Mathieu (CNRS, Centre Max Weber)
Membres de l'équipe Russie : Carole Sigman (CNRS, CERCEC, responsable équipe) ; Grégory Dufaud (LARHRA, Sciences po Lyon)
Type de contrat : CDD
Statut : chercheur.se postdoctorant.e
Quotité : 50%
Durée : 24 mois
Date début de mission : rentrée 2022
Employeur : ENS de Lyon – Laboratoire du Centre Max Weber.
Lieu : ENS de Lyon
Estimation du salaire net : 1250 euros
En l'état actuel de la situation en Russie, le travail de terrain consistera en missions de plusieurs mois dans différents pays de forte migration russe. Si, au cours du contrat, les déplacements redeviennent possibles en Russie, le post-doctorant pourra y effectuer plusieurs missions (six mois au total étaient prévus dans le projet originel).
Mise à disposition du ou de la chercheur.se en post-doc du matériel nécessaire à la réalisation du travail (ordinateur portable, logiciels, dictaphone, etc.). Possibilité de télétravail.
Prise en charge des déplacements dans le cadre des réunions et congrès du projet pendant la durée du contrat.
Modalités d'intégration prévues pour le post-doc au sein du laboratoire de recherche d'accueil : il ou elle sera sur la durée du contrat membre à part entière du laboratoire lyonnais et pourra bénéficier de ses ressources (bureau, équipement informatique, documentation, communication, etc.).

Missions et activités :
Le ou la postdoctorant.e intégrera l'équipe Russie du projet et sera chargé.e de réaliser un certain nombre d'activités :

- Mener une enquête de terrain sur l'un des champs retenus dans le cas de la Russie contemporaine. Cette enquête suppose l'administration d'une vingtaine d'entretiens approfondis avec les acteurs de ce champ, qui seront à identifier par le post-doctorant, en collaboration avec les membres de l'équipe russe du projet CALOT. Cette enquête pourra être complétée par une recherche documentaire en bibliothèque et/ou dans les archives.
- Une mission de six mois au total est prévue pour l'enquête. Celle-ci n'étant plus possible pour le moment en Russie si le chercheur n'est pas de nationalité russe, elle pourra se dérouler dans un ou plusieurs pays où la migration russe est importante.
- Traiter et analyser les entretiens
- Rédiger des articles scientifiques et chapitres d'ouvrage collectif de recherche dans le cadre du projet (publications prévues en français et en anglais)
- Participer aux réunions, journées d'études, colloques et workshops du projet et à leur organisation (déplacements possibles à Paris, Lyon, Buenos-Aires et/ou Istanbul)
- Rédaction de rapports d'activité pour l'ANR avec les autres membres du projet
- Activités de diffusion de la recherche

Compétences requises

- Être titulaire d'un doctorat en sciences sociales
- Pas de condition de nationalité
- Parler français et russe couramment
- Bonne maîtrise de l'anglais
- Une expérience d'enquête par entretiens sera hautement appréciée
- Sens du travail en équipe et capacité de travail autonome

Calendrier de recrutement

- Envoi des dossiers (lettre de motivation, CV, rapport de soutenance et éventuellement publications) à Carole Sigman (carole.sigman@cnrs.fr), Grégory Dufaud (gregory.dufaud@sciencespo-lyon.fr), Maya Collombon (maya.collombon@sciencespo-lyon.fr) et Lilian Mathieu (lilian.mathieu@ens-lyon.fr) au plus tard le **2 juillet 2022** à minuit.
- Résultats de la pré-sélection : 8 juillet 2022
- Auditions (par visioconférence) dans la semaine du 11 juillet 2022.
- Début de contrat souhaité : 1er octobre 2022.